

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 24/474</b>		
<b>CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT POUR LA CREATION D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL DU JARDIN DE BAUDOUVIN A LA VALETTE-DU-VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/474**

**BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024**

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE  
CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET DE  
L'ENVIRONNEMENT POUR LA CREATION D'UNE  
STRUCTURE D'ACCUEIL DU JARDIN DE BAUDOUVIN  
A LA VALETTE-DU-VAR - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** la décision n°19/1100 du Bureau Métropolitain du 2 décembre 2019 relative à la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique entre la Métropole TPM et le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE),

**CONSIDERANT** que le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), créé à l'initiative du Conseil Départemental, est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public,

**CONSIDERANT** que le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales. Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre,

**CONSIDERANT** que la présente convention a pour objet une mission d'accompagnement en vue de la création d'une structure d'accueil du jardin de Baudouvin situé sur la commune de La Valette du Var,

**CONSIDERANT** que cette étude a pour but de définir les principes d'implantation, de volumétrie et d'intégration architecturale et paysagère d'un petit bâtiment destiné à l'accueil des visiteurs et de divers locaux de services (tisanderie, sanitaires privés et publics, locaux techniques d'entretien, aménagement extérieur en vue de l'accès aux voiturettes de visite des PMR),

**CONSIDERANT** que le CAUE mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission,

**CONSIDERANT** qu'une contribution forfaitaire au fonctionnement général du CAUE sera versée par la Métropole, cette contribution forfaitaire a été fixée conformément à la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique signée le 10/01/2020 entre la Métropole et le CAUE Var à la somme de 5 000€ (non soumis à TVA),

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'accompagnement mission de conseil pour la création d'une structure d'accueil du jardin de Baudouvin a la Valette-du-var.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2024, opération 75000, chapitre 21, fonction 76 et article 21351 - ANTLV.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT

### Mission de conseil pour la création d'une structure d'accueil du jardin remarquable de Baudouvin à La Valette du Var.

Entre

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par son Président, **Mr Jean-Pierre GIRAN**, mandataire légal, autorisé par décision métropolitaine du bureau métropolitain en date du .....,

N° de SIRET 248 300 343 00076

Désignée Métropole, D'une part

et

**Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Var**, dont le siège social est situé 26 place Vincent Raspail, 83000 Toulon, représenté par son Président **Mr Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 15 décembre 2022 et par l'article 11 des statuts,

N° de SIRET 330 783 416 00051

Désigné CAUE Var, D'autre part

#### PREAMBULE

##### **Considérant que :**

*L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;*

*Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;*

*Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;*

*Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;*

*Il met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;*

*Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement.*

*Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.*

*Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.*

*Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales. Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.*

*Le CAUE VAR dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont confiées tout en s'adaptant aux besoins de ses différents publics souhaite aujourd'hui dans des démarches transversales tisser des liens avec l'ensemble des acteurs de la construction des paysages naturel et bâti.*

*Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.*

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention a pour objet une mission d'accompagnement en vue de **la création d'une structure d'accueil du jardin remarquable de Baudouvin situé sur la commune de La Valette du Var**.

Cette étude a pour but de définir les principes d'implantation, de volumétrie et d'intégration architecturale et paysagère d'un petit bâtiment destiné à l'accueil des visiteurs et de divers locaux de services (tisanerie, sanitaires privés et publics, locaux techniques d'entretien. L'aménagement extérieur devra également prévoir l'accès de la voiturette de visite des PMR.

Le Jardin de Baudouvin est classé « Jardin Remarquable ». Il occupe un vaste domaine au pied du Mont Coudon. Son entrée majestueuse est composée d'une longue allée de platanes conduisant directement sur la bastide du XVIIIème siècle.

Toutefois l'accueil actuel, logé dans une cabane en bois, n'est pas à la hauteur architecturale et paysagère du domaine. Ce bâtiment ne possède pas par ailleurs de sanitaires pour les agents chargés de l'accueil.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée sollicite les compétences du CAUE Var dans ce cadre.

#### **ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION**

L'assistance du CAUE Var portera sur :

- L'analyse programmatique des besoins de service du domaine de Baudouvin, débouchant sur un schéma fonctionnel d'organisation du bâtiment et un dimensionnement souhaitable des différents locaux et de leurs caractéristiques et équipements principaux.
- Une analyse spatiale et paysagère afin de déterminer le meilleur positionnement et la volumétrie garantissant l'intégration du bâtiment dans le site.
- Les prescriptions architecturales relatives aux matériaux et couleurs,

Les prescriptions environnementales pour assurer le confort d'hiver et d'été des locaux avec une démarche vertueuse.

#### **ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE**

Le CAUE-Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il missionnera le prestataire architecte qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de son accord-cadre annuel, représenter le meilleur appui.

#### **ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION**

Dès réception de la présente convention d'accompagnement signée par la Métropole, le CAUE-Var procédera à la consultation de ses prestataires.

La mission se déroulera comme suit :

**Une réunion de lancement** sera organisée avec les services de la Métropole et pourront être associés les représentants de la commune.

Cette réunion aura pour but de :

- définir un calendrier de travail,
- désigner les personnes référentes qui suivront le dossier ;
- recueillir les documents de travail nécessaires, tel que plan topographique, plans des réseaux, etc.

**Une réunion intermédiaire** de présentation du diagnostic et des données programmatiques

**Réunion finale** de présentation les orientations et prescriptions pour le projet.

Le rendu de la mission devra permettre au maître d'ouvrage de rédiger avec l'aide du CAUE Var les pièces du dossier de consultation du marché de maîtrise d'œuvre (MOE).

#### **ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DE LA MISSION**

La Métropole accepte que le CAUE Var communique sur cette mission à travers ses réseaux sociaux et son site web. La Métropole peut également communiquer autour de cette étude. Le CAUE Var, sur sollicitation, peut fournir des visuels de communication pour alimenter site internet, réseaux sociaux, article presse, journal municipal ...

Si toutefois la Métropole est défavorable à une communication autour de la mission, une formulation écrite doit être envoyée au CAUE Var soit par mail [contact@cauevar.fr](mailto:contact@cauevar.fr) ou par voie postale.

#### **ARTICLE 6 : CONTRIBUTION A LA MISSION**

Une contribution forfaitaire au fonctionnement général du CAUE Var sera versée par la Métropole, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture conformément à la résolution validée en Conseil d'administration/Assemblée Générale en date du 30 juin 2023. La contribution forfaitaire a été fixée conformément à la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique signée le 10/01/2020 entre la Métropole et le CAUE Var à la somme de 5 000€ (non soumis à TVA).

#### **ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION**

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification et se déroulera sur une durée de 4 (quatre) mois.

#### **ARTICLE 8 : MODALITE DE VERSEMENT**

Le versement de la contribution forfaitaire, s'effectuera comme le prévoit la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique suivant les modalités suivantes, 50% au démarrage de l'étude cette somme sera réputée acquise dès lors que le premier rendez-vous aura eu lieu, puis 50% au rendu final, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

#### **ARTICLE 9 : RESILIATION**

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entraînera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

#### **ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

La loi française s'applique à la présente Convention. A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le ..... Fait en 2 exemplaires

**Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
**Jean-Pierre GIRAN**  
**Président**

**Pour le CAUE VAR**  
**Marc LAURIOL**  
**Conseiller Départemental du Var**  
**Président du CAUE Var**  
*Chargé de mission auprès du Président du*  
*Conseil Départemental « aides financières et*  
*techniques aux communes »*





## **CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ET DE COOPERATION SCIENTIFIQUE ET PEDAGOGIQUE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LE CAUE DU VAR**

### **ENTRE**

La « Métropole Toulon Provence Méditerranée », ci-après désignée Métropole TPM, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83 000 Toulon, N° de SIRET 248 300 343 00076, représenté par son Président, Monsieur Hubert FALCO

**d'une part,**

**et**

Le « **Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Var (CAUE VAR)**, Ci-après désigné le « CAUE Var », dont le siège social est situé 15 Rue Mirabeau, 83000 Toulon, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 08 juin 2015 et par l'article 11 des statuts, représenté par sa Présidente Manon FORTIAS, Conseillère départementale, conseillère municipale de Toulon

**d'autre part,**

**il est arrêté et convenu ce qui suit :**

### **Préambule :**

La Métropole TPM et sa Direction Développement Durable et Valorisation du Territoire, dans le cadre de ses actions de mise en valeur environnementale et touristique des espaces naturels qu'elle a en gestion, souhaite valoriser le petit patrimoine bâti de ses espaces et plus généralement les paysages de son territoire.



Issu de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977, créé à l'initiative du Département du Var en 1984, le **CAUE VAR** est une association investie d'une mission d'intérêt public. Il a pour objectif de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement.

Ses principales missions sont les suivantes :

- développer l'information, la sensibilisation du public en architecture, urbanisme et environnement.
- contribuer à la formation et au perfectionnement des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et collectivités.
- fournir les informations, les orientations et les conseils propres à assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant.
- être à la disposition des collectivités et administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention fournit un cadre permettant de développer des collaborations et des coopérations entre les deux structures autour de la valorisation du petit patrimoine bâti et paysager des espaces naturels gérés par la métropole TPM. Ces coopérations pourront prendre la forme d'études de **faisabilité** sur la rénovation et la valorisation du petit patrimoine bâti, des actions d'**accompagnement** de projets de valorisation de ses espaces et de ses paysages, des éditions et autres supports de communication à destination de tous les publics.

## **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

Les parties s'engagent à se fournir respectivement les éléments de base dont elles disposent.

### **2.1 ENGAGEMENT DE LA METROPOLE**

La métropole TPM versera 50% du montant de l'étude ou de l'action au démarrage de chaque convention d'accompagnement.

Le solde sera ensuite versé à la réception de l'étude ou de l'action.

### **2.2 ENGAGEMENT DU CAUE VAR**

Dans le cadre de ses compétences, le CAUE VAR s'engage à :

- Réaliser des études de faisabilité pour la rénovation et la valorisation des éléments bâtis et paysagers,
- Co-animer, pour développer le cas échéant des outils d'information et de sensibilisation des différents publics (ateliers, conférences, visites avec différents intervenants),
- Participer à l'animation des savoir-faire et de leur diffusion,
- Contacter et associer au projet les **professionnels** (architectes, urbanistes, paysagistes...).

Et de façon générale à réaliser les missions déterminées dans les conventions d'accompagnements.

## **ARTICLE 3 - DUREE**

La convention est conclue pour une durée de 3 ans. Elle entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle est renouvelée tacitement, à défaut que l'une des parties ait fait connaître, 3 mois avant son expiration, son intention de ne pas la reconduire. Elle peut être résiliée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception et avec un préavis de trois mois.

#### **ARTICLE 4 - ÉVALUATION**

Les parties conviennent de dresser annuellement (dans les 2 mois du terme de chaque période annuelle) et conjointement le bilan des objectifs poursuivis par la présente convention.

A cette fin, le CAUE présentera le relevé annuel des interventions et de l'exécution des conventions d'accompagnement.

La Métropole adressera au CAUE un constat du service rendu.

Le CAUE VAR sera attentif aux remarques de la Métropole et proposera le cas échéant par avenant une évolution pour la période annuelle suivante.

#### **ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES**

La présente convention ne donne pas lieu à contribution financière.

#### **ARTICLE 6 - COMMUNICATION**

Toute publication liée à la présente convention devra être soumise à l'approbation des parties, mentionner la présente coopération et faire apparaître les logos.

Chaque partie s'interdit toute communication écrite ou verbale de tout fait, connaissance, étude, décision ou information à caractère confidentiel dont elle pourrait avoir connaissance au cours de la présente convention et s'interdit toute remise de document sur ces sujets à des tiers.

#### **ARTICLE 7 - LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES**

La présente convention est régie par la loi française et sera interprétée en conséquence.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend qui pourrait survenir à l'occasion de l'application de cette convention, notamment en ce qui concerne sa validité, son exécution, son interprétation, sa cessation et les suites de celle-ci.

Tout litige, survenant dans l'interprétation, l'exécution ou la cessation de la présente convention et sur lequel les parties n'auront pu aboutir à un accord dans un délai de deux mois à compter de sa constatation, sera soumis à l'appréciation des juridictions compétentes au regard de la domiciliation de l'ENSP.

Le tribunal compétent pour gérer d'éventuels litiges est le Tribunal administratif de Toulon.

#### **ARTICLE 8 - ASSURANCES**

Pendant toute la durée de la présente, chaque partie déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle, et ce pour des capitaux compatibles avec l'exécution des engagements souscrits au titre de la convention.

Chacune des parties assure l'entière responsabilité afférente à l'exécution de ses prestations, c'est-à-dire :

- des conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions ;
- de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés par son personnel lors de l'exécution du présent accord cadre.

Chacune des parties est tenue d'assurer dès lors, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, toutes les responsabilités qu'elle pourrait encourir au titre de la présente et s'engage à maintenir en vigueur cette assurance pendant toute la durée de la présente.


#### ARTICLE 9 - ELECTION DE DOMICILE - NOTIFICATION

Les parties élisent domicile aux adresses indiquées en tête des présentes. Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente convention sera faite par écrit aux adresses susvisées. Toute modification fera l'objet d'une notification dans les plus brefs délais.

Fait à Toulon, le

En 4 exemplaires originaux

Pour la Métropole TPM



Pour le CAUE



JMUBERT U  
Directeur